

Lettre au Président Sarkozy et au Président Barroso en vue du Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008

Cher Président Sarkozy,
Cher Président Barroso,

Les présidents des 40 fédérations membres de BUSINESSEUROPE, réunis à Paris le vendredi 5 décembre 2008, ont été très honorés de pouvoir vous rencontrer et d'avoir avec vous un échange de vues sur les préoccupations urgentes des entreprises.

En conclusion de notre Conseil des présidents et au nom de mes collègues, je tiens à souligner l'importance des décisions qui doivent être prises lors de la prochaine réunion du Conseil européen, les 11 et 12 décembre 2008. Elles seront incontestablement décisives pour l'avenir économique et industriel de l'Union européenne.

1 Tout d'abord, le Conseil européen devrait entériner le plan de relance de 200 milliards d'euros proposé par la Commission européenne, et ainsi autoriser rapidement la mobilisation des ressources communautaires correspondantes. Pour les entreprises, il est particulièrement important d'intensifier les investissements dans les infrastructures et d'améliorer leur réalisation effective au travers de partenariats public-privé.

Au niveau national, nous appelons à un engagement clair des États membres à mettre en oeuvre les stimuli économiques annoncés, à hauteur d'au moins 1,2 % du PIB national et au-delà pour ceux qui en ont la capacité. Les mesures devraient cibler les investissements privés et publics et être suffisamment coordonnées pour générer des répercussions transfrontières positives. Cela devrait se faire par une amélioration qualitative des dépenses publiques ou par des réductions fiscales.

Il existe une préoccupation particulière concernant les États membres confrontés à des difficultés financières exceptionnelles. Le Conseil devrait par conséquent assouplir le plafond de 25 milliards d'euros proposé pour la facilité européenne d'assistance financière à moyen terme.

2 Afin d'accélérer la reprise économique, il est indispensable de rétablir l'accès des entreprises au financement à des conditions abordables. La promotion des garanties de prêts, ainsi que des mécanismes de partage des risques, devraient être mis en place pour inciter les banques commerciales à reprendre leurs activités normales de distribution de crédit aux entreprises et de financement de l'économie.

En outre, il est essentiel de mettre en oeuvre rapidement le *Small Business Act* qui affirme le principe du « *Think small first* ». Cela constituerait une avancée majeure vers la levée des entraves actuelles à la croissance des PME. Dès lors, le *Small Business Act* devrait recevoir un très fort soutien politique au Conseil européen ; le suivi de sa mise en oeuvre doit également être assuré.

3 Le prochain Conseil européen discutera et décidera par ailleurs de la mise en œuvre d'une politique énergétique et climatique ambitieuse. L'industrie a accepté d'intensifier ses efforts. En matière d'efficacité énergétique, les entreprises européennes sont déjà 24% plus performantes qu'en 1997.

Tous les membres de BUSINESSEUROPE expriment leurs très vives préoccupations quant aux impacts négatifs considérables que la combinaison des propositions sur les énergies renouvelables et sur le régime du commerce d'émissions envisagé après 2012 ferait subir à la compétitivité des entreprises européennes à forte intensité énergétique, si un accord international imposant des charges équivalentes à l'ensemble de l'industrie n'était pas conclu au niveau mondial. Aussi BUSINESSEUROPE demande que le paquet « énergie et climat » comprenne des mesures globales et véritablement efficaces pour prévenir ces impacts négatifs. L'Europe a besoin sur son territoire d'une industrie forte et compétitive pour assurer à la fois ses objectifs environnementaux et le redémarrage de son économie. Cet impératif devrait être pris en compte dans les discussions sur le régime d'échange d'émissions.

Je suis convaincu que le Conseil européen, en cette période de crise économique et financière sans précédent, trouvera un accord sur des mesures concrètes qui n'entraveront pas la reprise mais, tout au contraire, assureront les conditions de son succès.

Je vous prie d'agréer, Messieurs les Présidents, l'expression de ma haute considération.



Ernest-Antoine Seillière, President of BUSINESSEUROPE